

# «Mon cœur est avec les indépendantistes catalans»

Jan Jambon aligne quelques cartouches. Sur Madrid et ses pratiques qu'il juge «peu démocratiques» à l'égard des Catalans. Sur les zones de police dont il annonce vouloir drastiquement réduire le nombre. Sur les riches: «La taxe sur les comptes-titres ne va pas les priver de tartines.» Place au shérif.

## INTERVIEW MARTIN BUXANT

**U**n vote d'autodétermination, pour un nationaliste, c'est - toutes choses étant égales par ailleurs - comme une finale de Coupe du monde pour un amateur de ballon rond. À la N-VA, donc, Dames en Heren, vous imaginez bien qu'on lorgne le référendum qui se tient ce dimanche en Catalogne avec gourmandise.

On a ouvert les pop-corn et on a pris quelques boissons. Le spectacle va commencer, accrochez-vous.

Jan Jambon est assis, ce vendredi matin, dans le petit salon qui jouxte son bureau de la rue de la Loi. Le café est servi. On nous a conseillé de commencer en douceur, jeudi, le ministre de l'Intérieur était de mauvaise humeur, nous a-t-on soufflé. Alors, prudent, on suit ce conseil avisé.

-Tiens, comment s'est passé votre voyage en Chine, la semaine dernière? «C'était l'assemblée annuelle d'Interpol, j'avais déjà eu plusieurs invitations des Chinois mais j'ai toujours hésité. Là, l'occasion s'est présentée et j'ai pu rencontrer des officiels chinois. On a beaucoup discuté de l'échange d'informations et des données à l'échelon international.» On imagine le grand raout qui ne sert pas à grand-chose. «Non, en fait, tout a changé depuis les attentats. Tout. Tout le monde est absolument convaincu de la nécessité d'échanger des infos en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Maintenant, prétendre qu'on a atteint le paradis de l'échange de données, ce serait faux, nous n'y sommes pas encore. Il y a encore de bons et de moins bons élèves, il y a des pays qui introduisent beaucoup d'informations dans les systèmes et d'autres pays qui ne font que venir pomper les informations des autres sans rien donner en échange. Ceux-là, on les repère vite. La Belgique est vraiment un bon élève en la matière.»

Il poursuit sur sa lancée: «Europol, par exemple, nous sert énormément en matière de lutte contre le terrorisme mais aussi sur la pédophilie. Là, leur base de données est très performante, ça fonctionne particulièrement bien et ils ont une vraie valeur ajoutée pour les polices nationales.» Faudrait-il, dès lors, suivre la voie d'un FBI européen? «Je suis très pragmatique, vous me connaissez, si on veut créer ce genre de trucs, on va vite se retrouver devant les réticences

énormes de certains grands Etats membres qui ne veulent pas de cela. Donc, je préfère faire ce qu'il est possible de faire et intensifier les échanges plutôt que de rêver à un FBI européen qui ne verra pas le jour de sitôt. On va perdre du temps dans des débats sans fin, je privilégie une approche basée sur le réalisme.»

Le diesel Jambon met parfois du temps à l'allumage mais là, sur les matières policières, on sent que le Brasschaatois en a sous la pédale.

### «La police de la route»

Elle va bien, aujourd'hui, votre police? «Personne ne peut contester que la photographie d'aujourd'hui est différente de celle d'il y a deux ans: on a donné beaucoup de moyens supplémentaires aux services de police. On a recruté - maintenant, c'est vrai les gens sont encore dans les écoles, mais la formation est encore en cours. Les gens doivent bien comprendre qu'entre le moment où on donne le feu vert politique et celui où les policiers se retrouvent sur le terrain, ça prend un an et demi. Un peu de patience. On a investi dans l'équipement, également. Tout s'améliore.»

Oui et non, répond-on. Les syndicats policiers sont encore souvent sur les dents. «Je suis très honnête: l'état d'esprit des policiers, ça dépend. Dans les départements qui sont liés au terrorisme, je sais qu'ils sont très satisfaits mais je sais, en revanche, que d'autres sont déçus. La police de la route, par exemple, se sent délaissée car elle voit les choses évoluer dans d'autres départements. Ils ont raison de se poser des ques-

tions, on va aussi travailler avec eux et pour eux, on va continuer à recruter.»

C'est à Bruxelles - sousevenez-vous du «Molenbeekistan» - que la situation policière est/j'était la plus problématique. «On doit bien admettre que le Plan Canal, ça fonctionne!», dit-il entre deux gorgées de café. Pour rappel, ce Plan mis sur pied pour lutter contre le terrorisme et le radicalisme à Bruxelles a été fort critiqué à ses débuts.

Il s'anime: «Je constate qu'on a commencé avec sept communes bruxelloises et une flamande (Vilvorde). Maintenant, on a de nouvelles communes, gérées par des socialistes, qui viennent me demander s'ils peuvent s'accrocher au Plan Canal, la commune de Forest par exemple. Je dis oui, évidemment.» «On a fait bien davantage que simplement mettre des policiers supplémentaires, mais c'est plus que ça, on a une approche opérationnelle partagée entre

tous les services policiers, avec le renseignement, l'administration communale. On a des résultats sur le terrain et ça va encore s'améliorer. On est très content. Ça fait trente ans que les choses se dégradent à Bruxelles, donc je pense qu'il faudra une dizaine d'années pour que ça revienne vraiment à la normale.»

-On le charrie: les socialistes ont compris qu'il fallait changer leur fusil d'épaule? «Oui, je pense qu'ils sont compris et que les esprits ont évolué dans tous les partis. Le PS est dans l'opposition, donc parfois, ils communiquent de manière critique, mais les bourgmestres socialistes concernés par le Plan Canal travaillent parfaitement avec nous.»

### Fernand Koekelberg is back

Mais voilà que se profile un travail de titans: la simplification du paysage policier.

«Il y a trop de zones de police à Bruxelles. Je vais aller plus loin que cela: je suis convaincu qu'il faut simplifier le nombre de zones de police partout en Belgique. À Bruxelles, en Wallonie et en Flandre, allez, on a 189 zones de police, c'est beaucoup trop et je pèse mes mots. Si vous com-

## LES PHRASES CLÉS

«Je n'ai pas changé d'avis parce que je suis ministre: j'ai toujours été du côté des Catalans.»

«La situation de la Catalogne n'a absolument rien à voir avec celle de la Flandre.»

«189 zones de police en Belgique, c'est beaucoup trop. On travaille à réduire ce nombre. À Bruxelles, l'idéal serait une seule zone de police et une fusion des communes.»

parez, on travaille sur le pays avec 34 zones de secours, je ne dis pas qu'il faut aligner les zones de police sur les zones de secours mais il y a certainement quelque chose à faire entre les deux. Ajoutez à cela qu'on a parfois des zones de police qui chevauchent plusieurs zones de secours, bref, il y a tout un travail à faire. Je veux le faire et j'ai mandaté deux hommes pour étudier la question: Brice De Ruyver et Fernand Koekelberg (ancien patron de la police). On doit aller vers des échelles beaucoup plus grandes pour les zones de police. Attention, je ne veux pas aller contre les bourgmestres et tout le travail qui est fait, c'est avec eux, on n'est pas dans une tour

d'ivoire. On a par exemple déjà bien avancé dans l'étude de cette question dans le Limbourg et en Flandre-Occidentale. Il y a de vrais avantages d'échelle pour les bourgmestres et les chefs de corps, on ne rencontre d'ailleurs pas de résistance. Je vous le dis très concrètement: je ne pense pas qu'on pourra encore redessiner toute la carte des zones de police du pays avant la fin de cette législature, d'autant qu'avec les élections communales, ce sera difficile. Mais mon ambition est de préparer au maximum le terrain pour la suite, pour la prochaine législature.»

Voilà, c'est dit.

Et je dirais même plus encore: À Bruxelles, si je pouvais décider moi-même, je ferais une seule zone de police, bien entendu. Mais j'irais plus loin: fusion des communes! Avoir une seule zone de police et 19 bourgmestres qui se mêlent de sa gestion, ça ne sera pas le meilleur des scénarios. À côté de la fusion des zones de police, on doit plaider pour une fusion de communes.» Il reprend: «Bruxelles, une ville capitale de l'Europe, avec une échelle aussi limitée que la commune, ça ne va pas, je comprends les résistances communautaires là-dessus, mais j'invite les responsables bruxellois à réfléchir à cela.»

Nul doute qu'ils réfléchiront.

Un ange (catalan) passe.

Dimanche, on vote en Catalogne.

Il dit: «Bon, je ne vais pas retourner ma veste parce que je suis membre du gouvernement fédéral: je soutiens les Catalans depuis des années, mon cœur est avec eux, je n'ai donc pas changé d'avis.»

Il répète: «Mon cœur est avec les indépendantistes catalans.»

«Secundo, je vais dire ceci. Je ne trouve pas la manière dont l'Espagne traite la Catalogne très démocratique. Un peuple a quand même le droit de prendre une décision sur son futur. Qu'est-ce qui est plus démocratique que de demander au

peuple de voter? Les Espagnols pourraient dire: on ne reconnaîtra pas le résultat de ce vote, c'est une autre chose, mais empêcher les gens de voter, je me demande si on est bien en Europe... Emprisonner des fonctionnaires catalans, menacer le président catalan, où va-t-on? Où est-ce que ça va s'arrêter?»

Reste qu'en cas de «si» au référendum, l'affaire pourrait lézarder un gouvernement fédéral tenu à la réserve entre Madrid et Barcelone. «Sur les résultats, on verra. Je le redis: mon cœur est catalan. Si le peuple catalan se prononce pour l'indépendance, on va devoir étudier la question: est-ce que la Catalogne va devenir directement le 29<sup>e</sup> Etat membre de l'Europe ou doivent-ils refaire tout un parcours? Même si le oui l'emporte, le chemin est encore long.»

—On lui dit: Mais vous soutenez les Catalans parce que vous avez en tête la situation flamande!

«Non, pas du tout! Je connais très bien la situation catalane et ça n'a rien à avoir avec la Flandre. On n'a pas cette majorité d'indépendantistes en Flandre: selon les sondages, ça va de 5 à 20% mais jamais comme en Catalogne de 50,60 ou 70% d'indépendantistes. Il n'y a pas de comparaison à faire. Simplement, on soutient chaque peuple qui veut son indépendance — des Écossais aux Catalans.»

Mais ce modèle n'est pas applicable à la Flandre.»

Allez, un mot sur le chapitre socio-économique. «Je suis très content de cet accord de l'été. Sur le plan des pensions, fiscal, etc. le résultat est très bon.»

#### «Pas moins de tartines»

Et les tensions internes à la coalition sur les comptes-titres? Placide: «Pour arriver à un résultat en matière de pension ou de réforme de l'impôt des sociétés, on a été obligé de lâcher du lest ailleurs. On s'est retrouvé face à un parti qui voulait absolument davantage de justice fiscale et donc on a cette taxe sur les comptes-titres.»

Il reprend sur le sujet: «C'est clair que ce n'est pas ce dont on rêve mais les gens se rendent bien compte qu'on ne gouverne pas seul et qu'on doit chercher des solutions. Cet été, j'ai rencontré beaucoup de gens qui vont être impactés par cette mesure. Bon, c'est clair, ils vont payer 750 euros de taxe sur 500.000 euros, ce n'est pas agréable, c'est clair. Mais c'est quand même très limité par rapport à ce que ces gens peuvent gagner via nos réformes par exemple sur l'impôt des sociétés. Est-ce que les gens vont manger moins de tartines avec cette taxe? Non, je ne pense pas! Est-ce qu'ils vont déménager?

Non! Mais ces gens sont pour la plupart des entrepreneurs et ils comprennent que c'est le prix à payer pour avoir un grand accord sur les réformes socio-économiques. Ce que ces gens craignent, en revanche, c'est que les taux de ce prélevement augmentent. Là, il y a une vraie inquiétude.»

On voudrait qu'il glisse un mot sur le changement de coalition gouvernementale en Wallonie. «Pour nous, ça facilite les choses, évidemment, pour accélérer la mise en place des politiques déplacées au fédéral, c'est beaucoup plus confortable. Mais sur le fond, la radicalisation à gauche, le PTB, ça, ça va être difficile.»

La N-VA a changé, lui dit-on. Désormais, son combat est socio-économique.

Là, c'est une corde sensible. «Mais non! Notre ADN reste communautaire. On a toujours

été clair, on est prêt à prendre nos responsabilités à tous les niveaux de pouvoir, mais ça ne change rien sur nos ambitions à long terme. Ça montre seulement que nous ne sommes pas des idiots qui attendent bêtement une révolution. Nous montrons que nous savons gérer les choses, on est responsables. Mais le but est de réaliser notre programme.»

Et puis, un livre d'enquête «Het merk België» a montré, cette semaine, combien les Flamands sont de plus en plus en phase avec la Belgique — même davantage que les francophones. «Mais je comprends parfaitement cela. Pour la première fois, les Flamands ont la politique pour laquelle ils ont voté, cela fait des décennies qu'ils votaient pour une politique de centre-droit et qu'ils obtenaient une politique de gauche à cause de la présence au pouvoir du Parti socialiste.»

Il enchaîne: «Le problème, c'est que ce n'est pas stable en Belgique: demain, le PTB ou le PS peuvent très bien revenir au pouvoir. Voilà pourquoi nous restons attentifs à la dimension communautaire! C'est cela dont nous ne voulons plus. Mais on est ni des idiots ni des cons, on montre qu'on peut gérer.»

Et la popularité de son collègue Theo Francken ou la sienne chez les francophones «Simple: les francophones voient enfin ce que nous faisons! On nous connaît. Avant, les socialistes parlaient de nous en mal, maintenant les gens ont vu qu'on n'était pas des idiots. C'est comme ces polémiques autour de Theo Francken, c'est la bulle médiatico-politique de Bruxelles qui crée cela. Nous écoutons ce qui se passe dans les villages, dans les villes, en Flandre, en Wallonie, nous ne sommes pas uniquement tournés vers le microcosme de la rue de la Loi.»